



## SOCIÉTÉ

# L'école affaiblie par le Covid, une fatalité ?

De nouvelles discussions auront lieu mardi entre syndicats et ministère pour trouver des solutions.

**ILS ÉTAIENT** peu nombreux à battre le pavé hier pour protester contre la gestion de la crise sanitaire à l'école : moins de 2 % des enseignants, selon les chiffres de l'Éducation nationale. Beaucoup moins que le jeudi d'avant, où ils étaient 75 % selon le Snes-FSU, syndicat des profs de collèges et lycées. Mais « sur le terrain, la galère continue », rappelle Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, principale organisation du premier degré.

Elle n'est pas près de s'arrêter : avec 425 000 contaminations hier, un taux d'incidence de 4 012 pour 100 000 chez les 0-9 ans et de 5 506 chez les 10-19 ans, ce sont autant d'enseignants et d'élèves malades qui se déclarent chaque jour. Pourtant, hier soir, le Premier ministre Jean Castex a évoqué de possibles... allègements du protocole, après les vacances de février, avec la « levée du port du masque dans les écoles élémentaires » et des exigences de dépistage moindres.

### Absences en pagaille

En attendant, c'est une véritable « école à temps partiel » qui s'est installée, résume Claire (le prénom a été changé), mère de deux élèves au collège Marie-Curie, à Paris. Elle a fait ses comptes : depuis septembre, l'une de ses filles a eu... cinquante heures de cours annulés, pour cause de prof malade ou en garde d'enfants positifs.

Cet agenda gruyère empire. Il suffit de jeter un œil à son

emploi du temps du moment pour s'en rendre compte : neuf heures de cours annulés rien que la semaine du 10 janvier ! À Limoges (Haute-Vienne), Chloé, en première, n'a pas eu cours de maths durant trois semaines, ni de français depuis quinze jours, alors qu'elle prépare le bac de... français. « La prof a eu le Covid puis cela a été au tour de ses enfants qu'elle a dû garder, croit savoir la lycéenne. On nous a dit qu'un remplaçant devait venir, mais il a lui aussi été infecté. » En attendant, Chloé ronge son frein et angoisse pour l'examen. Pour ses camarades de terminale, le report des épreuves de mars à juin est envisagé.

### Tout miser sur les tests

Du côté des profs, ce n'est pas mieux. « Lundi et mardi, j'avais sept élèves absents. Ce jeudi, cinq n'étaient pas là. La plupart sont positifs, je sais aussi que d'autres prennent... beaucoup de temps pour faire des tests. J'essaie de faire du boulot personnalisé mais c'est une usine à gaz », raconte, las, Aurélien, enseignant dans les Hauts-de-France. Les 5 millions de masques FFP2 promis par Jean-Michel Blanquer et les renforts de personnels peuvent-ils suffire à enrayer ce cycle infernal ?

Pourrait-on par exemple envisager, comme en avril dernier, en pleine troisième vague, un rallongement des vacances, en l'occurrence celles de février, qui démarrent dans deux semaines pour la zone B (Aix-Marseille,

Amiens, Strasbourg...) ? Ou bien mettre tout le monde en congé en même temps ? Voir les deux. Ces pistes n'ont été avancées par aucun syndicat, mais elles pourraient arriver sur la table des discussions en début de semaine prochaine, nous dit, en off, une source bien informée, si les contaminations se poursuivent à ce rythme.

Le 14 janvier, le ministère annonçait 331 000 élèves positifs, et presque 15 000 classes fermées. Soit, plus qu'en avril, avant les vacances rallongées, où un peu plus de 11 000 classes étaient fermées.

Alors, est-on en train de laisser « filer » l'épidémie sans mesure choc ? « Il semble que le protocole actuel, qui mise tout sur les tests restera inchangé dans l'immédiat, malgré les nombreuses contaminations », avance un habitué des discussions avec la Rue de Grenelle. Une rencontre sur ce sujet est programmée mardi entre les syndicats et le ministère.

T.P.

